

Pouvoir d'emprunt

pour qu'ils accroissent les déficits et, deuxièmement, prouver qu'ils sont bien décidés à réduire leurs emprunts. Constate-t-on un effort en ce sens dans le bill? Selon moi, la réponse est non. C'est aussi celle que je donnerai quand viendra le moment de voter.

Le président suppléant (M. Corbin): Questions, observations? Débat.

M. Stan Darling (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur le Président, le gouvernement, six semaines après l'adoption du dernier projet de loi d'emprunt supplémentaire, vient encore nous réclamer de l'argent. C'est la septième fois cette session, la quatrième fois en un an et la deuxième fois au cours des six dernières semaines—conduite qu'aucun directeur de banque rurale ne pourrait ou ne voudrait tolérer. Pourtant, le Parlement ne peut absolument rien faire pour empêcher le gouvernement d'agir ainsi, si ce n'est faire du bruit autour de cette question et espérer que la presse transmettra aux électeurs nos reproches. Chose certaine, tant que nos moutons de vis-à-vis bêleront quand leurs maîtres politiques le leur demandent, nos craintes en ce qui a trait au Trésor public et au bien-être de la population auront beau être justifiées et sincères nous n'en serons pas moins impuissants. Nous nous sentons comme les passagers d'un véhicule fou sur les montagnes russes, mais tant que nos collègues d'en face seront plus loyaux envers leur parti qu'envers leurs électeurs, nous ne pourrions que nous contenter de suivre le mouvement.

Vous vous dites peut-être que je fais du mélodrame, mais permettez-moi de vous signaler que jamais dans notre histoire un gouvernement n'est venu signaler que jamais dans notre histoire un gouvernement n'est venu réclamer de l'argent au Parlement après avoir emprunté 19 milliards de dollars six semaines auparavant. Notre déficit de 30 milliards de dollars est sans précédent et le gouvernement, malgré tous ses efforts pour nous dresser un tableau très rose de la situation, ne peut prévoir une diminution importante de ce dernier dans un proche avenir. Jamais auparavant n'avons-nous eu en même temps un taux de chômage supérieur à 10 p. 100 et une gabegie telle de la part du gouvernement qu'il est incapable d'y mettre fin. C'est la première fois qu'un gouvernement qui, d'une part, a lancé l'idée d'un programme des 6 et 5 p. 100 qu'il manipule comme l'apprenti sorcier sa baguette magique est incapable, d'autre part, de limiter l'augmentation de ses propres dépenses à moins de 12 p. 100 pour l'année en cours. Le gouvernement actuel a réussi la performance inégalée de faire passer la dette totale du pays de 31 milliards à son arrivée au pouvoir à 160 ou 165 milliards à l'heure actuelle. Les dépenses gouvernementales représentent, de nos jours, 26 p. 100 du produit national brut, ce qui est également une première.

En bref, sous aucun autre gouvernement on a connu une gabegie pareille. Jamais auparavant un gouvernement n'a demandé à ces partisans de faire passer leur allégeance au parti bien avant leur loyauté envers l'électorat.

Il ne s'agit pas d'un simple projet de loi gouvernemental de plus; c'est plutôt la preuve de l'échec de la politique financière et fiscale du gouvernement. Il s'agit d'une tentative de la part du gouvernement, afin d'obtenir un pouvoir suffisant pour être indépendant de la Chambre et ne plus être soumis à son contrôle, jusqu'après les prochaines élections. Il veut nous faire disparaître de sa vue et de son esprit.

Je me souviens lorsque les dernières obligations de guerre sont arrivées à échéance—en 1960 ou peu après, sauf erreur—alors que le regretté John Diefenbaker était premier ministre. Les commentateurs prétendaient que le gouvernement devrait émettre d'autres obligations pour rembourser celles-là, car il n'avait pas suffisamment d'argent dans ses coffres. Je suppose que le montant en question s'élevait à quelques millions de dollars, une somme que l'actuel gouvernement n'hésiterait pas à dilapider, simplement pour sauver la face. Après tout, «qu'est-ce qu'un milliard»?

Les prêts et les titres gouvernementaux non échus qui, soit dit en passant, s'élevaient à 21 milliards de dollars lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a pris le pouvoir, se montaient à quelque 115 milliards à la fin du mois de mars. On prévoit que le coût de l'intérêt seulement s'élèvera à 17.6 milliards pour l'exercice financier 1983-1984, mais personne ne sait au juste de combien il sera, en définitive. Il faut remonter avant le règne de l'honorable John Turner, c'est-à-dire près de dix ans, pour trouver un ministre des Finances libéral dont les prévisions étaient exactes. Aucun pays ne devrait passer une décennie ou plus sans pouvoir faire confiance aux prévisions financières du gouvernement. Ce doit être la pire chose que l'on puisse reprocher à un gouvernement.

• (1230)

Sauf erreur, depuis que les libéraux sont au pouvoir, aucun indice financier n'a augmenté de moins de 250 p. 100. Les prêts et les titres non échus ont grimpé de 458 p. 100 et la dette nationale nette de 640 p. 100. L'intérêt sur la dette, les besoins financiers, les dépenses gouvernementales et le déficit ont augmenté respectivement de 1,121 p. 100, 1,273 p. 100, 693 p. 100 et 6,261 p. 100.

Les députés ministériels tenteront peut-être de se persuader eux-mêmes que ces chiffres ne signifient pas grand-chose, étant donné l'énorme écart entre les taux d'intérêt d'aujourd'hui et ceux qui avaient cours au début de l'agonie du régime Trudeau, et ils se convaincront évidemment que le gouvernement en question ne peut aucunement être tenu responsable de cette situation. Toutefois, je suis certain que ces députés conviendront que vers 1979-1980, les taux étaient à peu près les mêmes que ceux d'aujourd'hui, et le gouvernement voudrait nous convaincre qu'ils ne bougeront guère pendant les quelques prochaines années. Pourtant, on prévoit pour 1986-1987 des frais d'intérêt deux fois et demie supérieurs à ce qu'ils étaient pendant ce que les gens appellent le bref et brillant intermède conservateur, et seize fois plus élevés que durant la période précédant l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel. Et voilà qu'on revient à la charge pour nous demander une rallonge de 14.7 milliards de dollars. C'est proprement scandaleux!

J'ai déjà abordé tous ces points auparavant, durant l'étude de l'un ou l'autre de la demi-douzaine de bills sur le pouvoir d'emprunt que l'on a présentés dans un passé récent. Un gouvernement qui vit à crédit finit toujours par coûter cher. Premièrement, il y a les frais d'intérêt, qui sautent aux yeux. Cette année, il en coûtera \$1,700 à chaque contribuable canadien. Cela représente 4.6 p. 100 de notre Produit national brut.

Il y a ensuite les répercussions sur notre marge de manœuvre en matière de fiscalité. Quand tout va mal, les gouvernements adorent se réclamer du keynésianisme, car lord Keynes